

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° 967 DRCL du 10 septembre 1992 relatif à la commission de recensement général des votes pour le territoire de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 modifiée du 6 septembre 1984 portant statut de la Polynésie française ;

Vu le décret du 1er juillet 1992 décidant de soumettre un projet de loi au référendum ;

Vu le décret n° 92-771 du 6 août 1992 portant organisation du référendum ;

Vu le décret n° 92-772 du 6 août 1992 relatif à la campagne en vue du référendum ;

Vu le décret n° 92-773 du 6 août 1992 fixant pour les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon les conditions d'application des décrets n° 92-771 du 6 août 1992 portant organisation du référendum et n° 92-772 du 6 août 1992 relatif à la campagne en vue du référendum ;

Vu les désignations effectuées par le premier président par intérim de la cour d'appel de Papeete en sa lettre n° 279 CAP du 7 septembre 1992 ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— A l'occasion du référendum du 20 septembre 1992, il est institué, pour l'ensemble du territoire de la Polynésie française, une commission de recensement général des votes.

Art. 2.— Conformément aux désignations susvisées, la commission de recensement général des votes pour le territoire de la Polynésie française est composée ainsi qu'il suit :

Titulaires :

Présidente : Mme Delorme, conseiller à la cour d'appel de Papeete ;

Membres : M. Allard, vice-président du tribunal de première instance de Papeete ;
M. Orsini, juge au tribunal de première instance de Papeete.

Suppléants :

Président : M. Pierangeli, président du tribunal de première instance de Papeete ;

Membres : M. Valleix, juge au tribunal de première instance de Papeete ;
M. Robail, juge au tribunal de première instance de Papeete.

Art. 3.— Le secrétariat de la commission sera assuré par M. Loïc Armand, directeur de la réglementation et du contrôle de la légalité, ou en cas d'absence ou d'empêchement de M. Armand, par M. André Pages, chef du bureau de la réglementation et des élections.

Art. 4.— La commission se réunira dès le dimanche 20 septembre 1992 à 20 heures au haut-commissariat de la République (résidence) de Papeete.

Art. 5.— Le secrétaire général et Mme et MM. les membres de la commission sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 septembre 1992.
Michel JAU.

ARRETE n° 972 D du 11 septembre 1992 portant avis et organisation d'un concours pour le recrutement de 10 agents stagiaires des services techniques de la direction générale des douanes et droits indirects.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 90-715 du 1er août 1990 portant statut de ces agents, et notamment l'article 3/1°/arrêté du 26 juillet 1991 relatif aux règles générales du concours de recrutement et de l'examen professionnel des agents des services techniques des administrations de l'Etat ;

Vu l'arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, du ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, et du ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget, en date du 11 août 1992, autorisant